

COMBAT OUVRIER

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

Supplément au mensuel

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE PARAIT MERCREDI & SAMEDI

MERCREDI 8 JANVIER 1975

PRIX : 0,30 F.

EDITORIAL

UN NOUVEL OS A SUCER POUR LES POLITICIENS DU CONSEIL GENERAL

Le Conseil Général vient de tenir la séance d'ouverture de sa 2^{ème} session. Cette séance fut évidemment comme toutes les précédentes réunions de cette assemblée aussi terne que possible.

Mais elle fut, sur un point remarquable.

Elle permettait à Bernier d'inaugurer l'utilisation d'un nouveau slogan. Giscard a lancé non seulement la "biguine à Giscard" mais aussi la "départementalisation économique". Après l'assimilation, puis la départementalisation adaptée et la régionalisation voilà la nouvelle tarte à la crème ! Bernier s'en est donné à cœur joie. Le président a dit : ... le président a promis : ... ! Faites lui confiance ... ! Une fois de plus.

Tous ces politiciens auront pendant quelque temps matière à donner du gosier. Giscard leur a jeté un os à sucer : nationalisation de la SPEDEG, irrigation de la Grande-Terre en projet (!), mais surtout ils pourront gérer avec plus de liberté des crédits du FIDOM plus importants. Toutes les petites combines seront plus largement permises encore. Les municipalités seront encore plus les tremplins pour la carrière de ces politiciens professionnels. La corruption et le chantage électoral s'élargiront encore un peu.

A la liste des conseils d'administration déjà nombreux qui sont présidés par ces messieurs et qui leur permettent d'arrondir leur fin de mois, viendront sans doute s'ajouter d'autres possibilités : l'assiette au beurre va s'agrandir un peu plus et on pourra y faire manger des amis en plus grand nombre.

Giscard prétendait s'intéresser au sort de la population antillaise mais confiait le soin de s'en occuper aux mêmes qui depuis 25 ans défendent en se sucant au passage, les intérêts du lobby des gros propriétaires et des négociants.

Ce n'est pas naïveté de sa part, mais bien la seule conduite qu'il puisse tenir, lui qui en France défend les intérêts des capitalistes.

Les travailleurs n'ont donc rien à attendre de cette assemblée sans pouvoir. Seule leur lutte dans leurs entreprises, contre l'exploitation pourra améliorer leur sort, en attendant qu'ils aient les moyens de se débarrasser de cette société faite pour les riches.

LIBÉREZ LES MILITANTS GUYANAIS !

Depuis l'arrestation des 8 militants Guyanais, depuis la répression qui s'abat sur la population, le mouvement de protestation et la solidarité s'organisent. C'est ainsi que, en Martinique, le COMASOP (Comité Martiniquais d'Aide et de Solidarité Populaire) alerte la population et lance un appel à la solidarité avec les militants Guyanais emprisonnés. Quant au comité permanent de la gauche Martiniquaise, il tiendra un meeting au théâtre municipal de Fort de France le mercredi 8 janvier, ainsi que GRS dans le courant de la semaine.

En Guadeloupe, plusieurs organisations ont déjà pris position : c'est ainsi que la C.G.T., l'UFG (Union des femmes Guadeloupéennes), l'Union de la jeunesse communiste, le Parti Communiste, le Progrès Social ont signé une déclaration commune dénonçant la répression et les arrestations opérées en Guyane. De leur côté, certaines organisations d'extrême gauche et notre tendance se sont déjà réunis pour envisager la création d'un comité de soutien en liaison avec les organisations de gauche, les syndicats, les démocrates.

En France, plusieurs organisations de gauche et d'extrême gauche (UEG, AGEM, Combat Ouvrier, GRS, PSU, PIR, UCFIL,

CIP, Révolution, LO, LCR) ont publié un texte commun dénonçant la situation coloniale en Guyane et appelant à la solidarité.

Dores et déjà, aux Antilles comme en France, la riposte au colonialisme s'organise. Les meetings, les manifestations, les protestations de toutes sortes se feront toujours plus nombreuses.

Ainsi, le pouvoir colonial sera pris à son propre piège : en emprisonnant, en réprimant, en terrorisant, il ne fait que renforcer la détermination des militants anti-colonialistes. En Montrant son vrai visage, il permettra que le procès des 8 militants soit en fait son propre procès, et c'est lui qui sera mis en accusation devant l'opinion publique.

Il permettra aussi que soit réaffirmé le droit à l'indépendance de toutes les colonies Françaises.

Renforçons la solidarité avec les militants et le peuple Guyanais.

Liberté pour les militants Guyanais !

SOLIDARITE AVEC CEUX DE DRAGUIGNAN

En septembre dernier plus de deux cents soldats du contingent avaient manifesté dans les rues de Draguignan pour protester contre l'absence de liberté à l'armée, les brimades et vexations de toutes sortes... Parmi eux une trentaine d'Antillais.

Depuis, le gouvernement réprime dans l'armée. Un peu partout les soldats sont jugés et condamnés. Le mardi 7 janvier, trois soldats dont un Guadeloupéen, Alex TAURUS qui protestait contre le racisme

ouvert des galonnés, doivent passer devant les tribunaux militaires. Ils risquent un an de prison.

Les soldats du contingent ont raison. de protester contre la privation totale de liberté dont ils sont victimes dans les casernes alors que les généraux et autres chefs d'état-major ne se gênent pas pour intervenir ouvertement dans la vie politique.

Mais au delà de ces protestations, c'est l'existence même de la machine militaire qu'il faut remettre en cause et aussi l'obligation pour les jeunes de passer une certaine période de leur vie dans les casernes. Il faut exiger l'abolition du service militaire et réclamer que l'instruction militaire se fasse sur les lieux de travail, sous le contrôle des travailleurs.

MARX SÉQUESTRE

Un convoi de livres destiné au Parti Communiste a été retenu par la police en Guadeloupe pendant près de 8 mois, et ce n'est qu'après une protestation du PC que les livres ont finalement été rendus à la fin du mois dernier. Cependant, la disparition de près de 15 ouvrages dont des oeuvres de Marx et d'Engels et plusieurs exemplaires de "Le Néo colonialisme et ses méthodes" a pu être constatée. Jusqu'à présent, aucune explication n'a pu être fournie sur cette disparition. La liste des atteintes à la liberté de lecture, d'écoute, de presse s'allonge un peu plus chaque année aux Antilles. (suite au verso)

A NOS LECTEURS

Combat Ouvrier dans sa forme mensuelle au prix de 1 F continue évidemment de paraître. L'édition présente est un supplément au mensuel qui nous permettra de donner plus souvent à nos lecteurs le point de vue des révolutionnaires sur l'actualité antillaise et internationale. Elle paraîtra le mercredi et le samedi de chaque semaine.

ETATS-UNIS: LA CIA FAIT UN FAUX PAS

Aux Etats-Unis depuis quelques jours, la CIA, service de contre-espionnage Américain, est l'objet de critiques très vives de la part de la presse américaine et de politiciens membres du Sénat ou de la chambre des représentants.

Que lui reproche-t-on ?

Ses interventions multiples dans tous les pays étrangers et le rôle important qu'elle joue dans les coups d'état militaires qui se succèdent dans le monde ? Ou bien encore le rôle prépondérant qu'elle a joué dans le coup d'état militaire du Chili et les massacres qui l'ont suivi ? Ou bien les sommes colossales dépensées pour soutenir les régimes les plus réactionnaires du Monde et notamment toutes les dictatures militaires d'Amérique Latine ?

Rien de tout cela. On l'accuse tout

simplement d'avoir outrepassé ses attributions et d'avoir opéré sur le territoire même des Etats-Unis en mettant sur fiches plus de 10 000 citoyens américains en particulier des hommes politiques.

En clair, on lui reproche d'avoir utilisé pour les serviteurs de l'état américain des méthodes destinées aux pays étrangers.

Belle démocratie que celle des politiciens bourgeois américains qui protestent quand on leur applique des méthodes qu'ils destinent à d'autres. Ce n'est en fait qu'un retour de bâton et cela est un phénomène inévitable dans la société capitaliste. La police y joue un rôle de plus en plus grand et d'agent destiné à défendre la bourgeoisie et ses politiciens en vient à acquérir assez d'indépendance pour fouiller aussi dans les affaires de ses maîtres.

MARTINIQUE DOCKS

NON AU TRAVAIL A LA TACHE !

Depuis quelque temps déjà, la Transat nous rebat les oreilles avec une prime. Il paraît que cette prime serait dans l'intérêt des dockers. Qu'en est-il ? Et bien la Transat nous propose des primes par cartons et par équipes au delà des 10.000. La norme journalière étant de 5.130, nous réaliserons donc ce chiffre en un temps record, en conséquence, pour tirer un bénéfice de cette prime, nous perdrons en retour le total de nos heures de travail, car compteront seulement les heures mises pour arrimer les 5130 cartons, et avec cela nos congés payés ainsi que nos allocations familiales qui sont liées aux heures, la garantie de notre travail du lendemain, et bien pire encore, une rivalité s'installera entre dockers : la Transat seule en tirera profit. Ce projet n'est pas moins qu'un projet de travail à la tâche.

Tous unis nous pouvons faire reculer la direction, n'acceptons pas cette nouvelle tentative de vol de la part de la Transat. Non au travail à la tâche !

RETARD DE PAIEMENT

POUR DES ENSEIGNANTS

Décidément, les Maîtres auxiliaires, remplaçants et suppléants éventuels sont bien les laissés pour compte de l'enseignement ! Non seulement on se permet de leur accorder ou non un poste au gré des fantaisies budgétaires du ministère, de les déplacer, de les radier, avec tout ce que cela comporte d'humiliations et d'atteintes à la dignité, mais encore on ne les paie pas.

En effet, nombreux sont les auxiliaires de toutes catégories qui, cette année scolaire n'ont pas encore perçu, en janvier leur traitement de novembre et parfois même d'octobre. Les explications du vice-rectorat sont des plus vagues quant à ce retard. C'est là un véritable scandale !

Faudra-t-il que les maîtres auxiliaires remplaçants et suppléants éventuels se rendent un jour en masse au Vice-Rectorat et y demandent fermement des explications pour qu'ils reçoivent leur traitement sans plus tarder ?

MARTINIQUE LE CONSEIL GENERAL AU SERVICE DES CAPITALISTES

A l'occasion du vote du budget 75, le Conseil Général de la Martinique n'a pas ménagé la démagogie. Il a parlé de "projet de loi" créant une allocation logement dans les DOM, et le "projet" de décret maintenant les allocations familiales aux travailleurs "involontairement" (sic) privés d'emploi. Donc, en plus des promesses habituelles, ces messieurs établiraient encore une différence entre les chômeurs qui veulent travailler et ceux qui ne le veulent pas.

A la vérité, il serait facile de ne rien accorder du tout en faisant beaucoup de bruit. On ne peut montrer plus de cynisme et de mépris envers les travailleurs. Mais au milieu de toutes ces déclarations démagogiques envers les travailleurs, il est bien un secteur envers lequel le Conseil Général ne lésine pas, quant aux sous, c'est celui de la matraque et du fusil. En effet, à la demande expresse du préfet Orsetti, le budget de la police et de la gendarmerie a été augmenté en vue de renforcer les effectifs soit disant des "services ayant pour tâche de veiller à la sécurité des citoyens". Nous savons de quelle sécurité parlent ces messieurs : la sécurité des capitalistes et des colonialistes pour pouvoir mieux exploiter les travailleurs... Et pour couronner le tout, le conseil général a parlé de la loi de finances qui prolonge d'un an les avantages que reçoivent les capitalistes pour investir en Martinique et d'une autre loi qui permettra aux capitalistes de se libérer de l'obligation d'investir ici dans les mêmes branches de leur industrie qu'en France. Bref, avec le vote de ce budget qui a été adopté samedi par 21 voix contre 1, et 4 abstentions, les intérêts que sert le conseil général sont évidents, ce sont ceux des capitalistes et du pouvoir colonial.

MARX SEQUESTRE (suite)

On se souvient du livre de Farrugia interdit ici, des disques du professeur

Bernard, des chansons de l'AGEG, du blocage du N° de Combat Ouvrier, récemment encore lors du passage de Giscard.

Nous protestons vigoureusement contre cette nouvelle atteinte aux libertés démocratiques.

SUPERETTE diminution d'horaire ou mais sans baisse de salaires

A Supere-te-Hibiscus, la direction nous a réservé un cadeau de nouvel an de taille !

Nous avons appris à partir du 2 janvier que nos heures passaient de 54 h à 40 h. Car effectivement, jusqu'à présent chaque employé était tenu de faire un minimum de 54 h, ce qui était un véritable scandale.

Nous ne savons pas exactement où veut en venir le patron, mais nous sommes un peu étonnés car il n'a jamais eu l'habitude de nous faire des cadeaux...

Pour l'instant, nous attendons tous la fin du mois pour voir nos fiches de paye.

Nous voulons faire les 40 h de travail par semaine, mais il n'est pas question que nous acceptions de voir nos maigres salaires diminués.

En tout cas, nous devons nous tenir prêts à réagir immédiatement et tous ensemble si jamais la direction veut faire des économies supplémentaires sur notre dos.

ARLETTE LAGUILLER AUX ANTILLES

La militante révolutionnaire, porte-parole du mouvement français d'extrême gauche Lutte Ouvrière aux élections législatives de l'année dernière puis candidate aux élections présidentielles de mai dernier où elle a recueilli au total 2,36 % des voix, viendra ici, aux Antilles, dans le courant du mois de janvier. Son arrivée est prévue pour le samedi 18 janvier en début d'après midi.

Au cours de son séjour, Arlette participera notamment à deux meetings organisés par notre tendance :

- le 21 janvier,

- le surlendemain le 24 janvier à Fort de France.

GUADELOUPE GREVE A LA COLAS

Les travailleurs de la Colas sont en en grève depuis ce lundi 7. Après une période de négociation avec la direction les travailleurs ont décidé d'agir pour faire triompher leurs revendications. Ils réclament entre autre, une prime de 500 F pour tous, les patrons refusant le paiement du 13ème mois, la prime de salissure, des bleus de travail, le paiement des frais de déplacement (10 f) et la prime de panier. La direction de la COLAS refuse pour l'instant de donner satisfaction à toutes ces revendications prétextant comme le font en général les patrons les difficultés de l'entreprise.

Pour l'instant la grève continue. Les travailleurs de la Colas ne sont pas prêts à reprendre le travail les mains vides. Car devant la hausse incessante des prix, ils ont besoin de voir aussi augmenter leur salaire. La Colas peut et doit payer.

Directeur de Publication : M.E. ZOZOR
Commission paritaire n° 51.728
Ronéo du journal : Pointe-à-Pitre
Correspondance : Gérard Beaujour
B.P. 214 P à P
B.P. 386 F d F

Supplément au N° 45